

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2607

20 octobre 2012

SOMMAIRE

3. Boccador VIII S.à r.l.	125117	DWS Invest II	125122
Aabar Holdings S.à r.l.	125120	e2co S.A.	125119
Aabar Luxembourg S.à r.l.	125133	ekos S.A.	125119
Abercrombie & Kent Group of Companies S.A.	125120	Elteren a Frënn vum Atert-Lycée Réiden asbl	125097
Abercrombie & Kent Group of Companies S.A.	125121	Fegon International S.A.	125129
Abercrombie & Kent Group of Companies S.A.	125120	Fou S.à r.l.	125133
Aberdeen Indirect Property Partners Active Soparfi	125128	Hochston S.A.	125095
Aclee S.à r.l.	125122	Hugetex S.A. SPF	125092
Activ'Invest S.A.	125101	ING (L) Renta Cash	125103
A&K S.à r.l.	125120	JCM Lux S.à r.l.	125118
Alexandros S.à r.l.	125122	Koch Nitrogen S.à r.l.	125124
Alta	125123	KSP Real Estate Investment Management S.à r.l.	125118
Alva Design S.à r.l.	125123	Kyrios Securities S.A.	125126
AMS Systems PSF S.A.	125123	Laboratoires Pharmmedical S.A.	125092
AmTrust Insurance Luxembourg S.A. ..	125121	MetaCom Luxembourg S.A.	125090
Anatevka	125092	M&G Real Estate Finance 2 Co. S.à r.l. ..	125123
Anatevka	125090	Nile Capital II S.à r.l.	125120
Armando et Isabel s.à r.l.	125124	OFFROAD Luxembourg	125127
Arom S.à r.l.	125124	Patrimoine Lys Martagon S.A.	125117
ATC Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l.	125132	Pearsie International S.A.	125095
Automotive Industries S.à r.l.	125133	SEB Multi-Manager Currency Defensive	125103
Auto-Moto Ecole Bormann P. S.à r.l. ...	125121	The MC Russian Market Fund	125103
beTACS	125118	Valartis Russian Market Fund	125103
beTax Advisory & Compliance Services S.à r.l.	125118	Velimax Invest S.A.	125101
beTax Advisory & Compliance Services S.à r.l.	125119	Vum Faass	125135
Black Diamond Luxembourg S.à r.l.	125121	Wattenwil S.A.	125091
DISTRIMODE INTERNATIONAL S.A.,- société de gestion de patrimoine familial-	125090	Welding Tech Holding Sàrl	125124
		Zhu Hong Sàrl	125117

**DISTRIMODE INTERNATIONAL S.A.,- société de gestion de patrimoine familial-, Société Anonyme -
Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 24.157.

Les actionnaires et les obligataires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 novembre 2012 à 15:00 heures, au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 30/06/2011 et au 30/06/2012, affectation des résultats;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. ratification de la démission de M. Guy Kettmann de ses fonctions d'administrateur et de la cooptation de M. Cédric Jauquet au Conseil d'administration en date du 30/09/2011;
5. ratification de la démission de Mme. Marie Bourlond de ses fonctions d'administrateur et de la cooptation de M. Yves Biewer au Conseil d'administration en date du 15/03/2012;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012133584/1017/20.

MetaCom Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 112.538.

As the Ordinary General Meeting extraordinarily held on October 18th, 2012 couldn't decide of any of the points of the agenda, due to the fact that the quorum hasn't been reached, all Shareholders are hereby convened to attend to a

SECOND ORDINARY GENERAL MEETING

which is going to be extraordinarily held at the registered office in Luxembourg, on November 22nd, 2012 at 11.00 am with the following agenda:

Agenda:

1. reports of the Board of Directors and the Statutory Auditor;
2. presentation and approval of the annual accounts as at December 31st, 2005, December 31st, 2006 and December 31st, 2007, allocation of results;
3. resolution to be made with respect to article 100 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended;
4. discharge to the Directors and the Statutory Auditor;
5. statutory elections;
6. miscellaneous.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2012135570/1017/21.

Anatevka, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.132.

L'an deux mille douze, le premier jour du mois d'octobre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de ANATEVKA (les Actionnaires), une société anonyme, constituée et existant sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 22-24 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 95.132 (la Société), constituée par un acte notarié de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à LUXEMBOURG, le 24 juillet 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 933 du 11 septembre 2003. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de Luxembourg, le 20 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2129 du 28 août 2012.

L'Assemblée est présidée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg qui désigne comme Secrétaire et choisit comme Scrutateur Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Président, le Secrétaire et Scrutateur forment le Bureau de l'Assemblée).

Les Actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont mentionnés sur une liste de présence qui restera annexée aux présentes après avoir été signée par le mandataire des Actionnaires et les membres du Bureau.

Les procurations émises par les Actionnaires représentés à la présente Assemblée resteront également annexées aux présentes signées par toutes les parties.

Le Bureau ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que le capital souscrit de la Société est fixé à un million quatre cent soixante-dix-huit mille trois cent cinq euros (EUR 1.478.305) représenté par un million quatre cent soixante-dix-huit mille trois cent cinq actions (1.478.305) ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. renonciation aux formalités de convocation;
2. modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de supprimer la valeur nominale des actions; et
3. divers.

Ces faits exposés et reconnus par l'Assemblée, et après délibération, l'Assemblée prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représenté à la présente l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Actionnaires représentés se considérant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions et de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à un million quatre cent soixante-dix-huit mille trois cent cinq euros (EUR 1.478.305,-), représenté par un million quatre cent soixante-dix-huit mille trois cent cinq (1.478.305,-) actions sans valeur nominale.»

Frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations ou charges de quelques formes que ce soit qui pourraient incomber à la Société à la suite de la présente augmentation de capital sont estimés à environ EUR 1,400.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

A la demande des comparants le notaire a établi le présent acte en français.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 octobre 2012. Relation: LAC/2012/46110. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 octobre 2012.

Référence de publication: 2012131217/56.

(120173271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2012.

Wattenwil S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 88.110.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 21 novembre 2012 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.

L'assemblée générale ordinaire du 11 octobre 2012 n'a pas pu délibérer sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 21 novembre 2012 délibérera quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2012136722/534/15.

Laboratoires Pharmedical S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 8.201.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

GENERAL MEETING

which is going to be held extraordinarily at the address of the registered office, on 5 November 2012 at 17.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

"Resolution to be taken according to article 100 of the law of August 10, 1915."

The statutory general meeting held extraordinarily on 25 September 2012 was not able to deliberate on the item 3, as the legally required quorum was not achieved. The general meeting, which is going to be held extraordinarily on 5 November 2012 will deliberate whatever the proportion of the capital represented.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012129157/534/16.

Hugetex S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 4.787.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, le 29 octobre 2012 à 15.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012132971/534/16.

Anatevka, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.132.

L'an deux mille douze, le premier octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU

Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration d'Anatevka (le Conseil) en vertu du procès-verbal de la réunion du Conseil tenu à Luxembourg en date du 28 septembre 2012 et en vertu d'une procuration sous seing privé

Une copie de l'extrait du procès-verbal et une copie de la procuration, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles pour être formalisées avec elles.

Lequel comparant a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- ANATEVKA, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 22-24 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 095.132 a été constituée sous la dénomination «LEA S.A.» suivant acte reçu par-devant Maître Gérard LECUIT de résidence à

Luxembourg, le 24 juillet 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du 11 septembre 2003, numéro 933. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2129 du 28 août 2012 (la Société).

II.- Le capital social de la Société est fixé à un million quatre cent soixante-dix-huit mille trois cent cinq euros (EUR 1.478.305,-) représenté par un million quatre cent soixante-dix-huit mille trois cent cinq actions (1.478.305) sans valeur nominale.

III.- Conformément à l'article 5 des Statuts, le capital autorisé de la Société est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) divisé en dix millions (10.000.000) d'actions sans valeur nominale.

IV.- Conformément à l'article 32-3(5) de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée, le Conseil est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter du 30 juillet 2012 à (i) augmenter le capital social existant de la Société en une ou plusieurs fois, à hauteur de dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) par l'émission de dix millions (10.000.000) nouvelles actions, ayant les mêmes droits que les actions existantes, (ii) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires de la Société aux nouvelles actions et déterminer les personnes autorisées à souscrire de nouvelles actions, (iii) faire constater chaque augmentation de capital social de la Société par acte notarié et modifier le registre des actions en conséquence.

V.- Suivant une résolution adoptée par le Conseil en date du 28 septembre 2012, le Conseil a décidé d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant d'un million quatre-vingt-dix mille cinq cent quinze euros (EUR 1.090.515,-) pour porter le capital social de son montant actuel d'un million quatre cent soixante-dix-huit mille trois cent cinq euros (EUR 1.478.305,-) divisé en un million quatre cent soixante-dix-huit mille trois cent cinq (1.478.305) actions sans valeur nominale, à un montant de deux millions cinq cent soixante-huit mille huit cent vingt euros (EUR 2.568.820,-) par l'émission d'un million quatre-vingt-dix mille cinq cent quinze (1.090.515) nouvelles actions de la Société sans valeur nominale.

VI.- Le Conseil approuve et accepte la souscription des actions nouvellement émises de la Société par un apport en nature composé de créances détenues contre la Société (les Créances), comme suit:

- JCF Participations S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 43, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 129.671, a souscrit à cent quatre-vingt-dix mille quatre-vingt-huit (190.088) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance de deux millions six cent vingt trois mille deux cent quatorze euros et quarante centimes (EUR 2.623.214,40);

- Monsieur Jacques VILLARS, né le 7 mars 1958, directeur commercial et résidant Case postal 509 CH-1180 Rolle, a souscrit à quinze mille cinq cent vingt (15.520) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance de deux cent quatorze mille cent quatre-vingt-quatre euros et quarante centimes (EUR 214.184,40);

- Monsieur Jean-Christophe MONTANT, né le 20 décembre 1966 à Düsseldorf, Allemagne et demeurant 12, Hauptstroos, L-7475 Luxembourg, a souscrit à quatre cent vingt-cinq (425) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance de cinq mille huit cent soixante-cinq euros (EUR 5.865,-);

- Monsieur Philippe HERVÉ, né le 1^{er} avril 1952 à Le Mesnil-Esnard (76), France et demeurant 25, rue Rennequin, F-75017 Paris, a souscrit à deux mille huit cent douze (2.812) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de trente-huit mille huit cent cinq euros et soixante centimes (EUR 38.805,60);

- Madame Céline MOULINEAU, née le 6 avril 1973 à Saint Germain en Laye, France et demeurant 11, Boulevard de Courcelles, F-75017 Paris, a souscrit à mille deux cents (1.200) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de seize mille cinq cent soixante euros (EUR 16.560,-);

- Madame Catherine DUCHENNE, née le 18 juillet 1964 à Namur, Belgique et demeurant 63 Rue des Jolis Bois à B-6900 Marche en Famenne, a souscrit à mille deux cent cinquante (1.250) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de dix-sept mille deux cent cinquante euros (EUR 17.250,-);

- Monsieur Tobias VON NEUBRONNER, né le 28 juin 1968 à Bad-Godesberg, sans emploi, demeurant à 27 rue Centrale, L-4996 Schouweiler, a souscrit à trois cent trente-sept (337) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de quatre mille six cent cinquante-sept euros et cinquante centimes (EUR 4.657,50);

- Madame Manuela VON NEUBRONNER, née le 09 mai 1971 à Bonn, employée, demeurant à 27 rue Centrale, L-4996 Schouweiler, a souscrit à deux cents (200) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de deux mille sept cent soixante euros (EUR 2.760,-);

- RP Selection France, un fonds commun de placement de droit français dont la société de gestion est Société Privée de Gestion de Patrimoine, une société anonyme dont le siège social est situé au 142, boulevard Haussmann - F-75008

Paris et est enregistrée au RCS de Paris sous le N° 385 304 035 (SPGP), a souscrit à trente six mille huit cent vingt neuf (36.829) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance de cinq cent huit mille deux cent quarante euros et vingt centimes (508.240,20);

- RP Selection Mid Cap, un fonds commun de placement de droit français dont la société de gestion est SPGP, a souscrit à soixante dix mille cinq cent soixante six (70.566) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance de neuf cent soixante-treize mille huit cent dix euros et quatre-vingt centimes (EUR 973.810,80);

- RP Selection Arbitrage, un fonds commun de placement de droit français dont la société de gestion est SPGP, a souscrit à quarante cinq mille (45.000) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance de six cent vingt et un mille euros (EUR 621.000,-);

- RP Selection Carte Blanche, un fonds commun de placement de droit français dont la société de gestion est SPGP, a souscrit à vingt huit mille huit cent douze (28.812) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance de trois cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent cinq euros et soixante centimes (EUR 397.605,60);

- HILLSTONE CORPORATION, une société anonyme, dont le siège social est situé Francis Rachel Street - Victoria Mahe Seychelles, immatriculée au R.C.S. de Victoria sous le numéro 064 746, a souscrit à vingt cinq mille quatre cent soixante deux (25.462) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de trois cent cinquante et un mille trois cent soixante quinze euros (EUR 351.375,-);

- PLANETUDE S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit français, dont le siège social est situé 41, avenue de Villiers, F-75017 Paris, immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 409 466 323, a souscrit à vingt et un mille sept cent soixante six (21.766) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de trois cent mille trois cent soixante quinze euros (EUR 300.375,-);

- Madame Josée LALOUELLE, née le 31 mars 1954 à Epernay en France, travailleur indépendant, résidant 8, rue Beaurepaire, F-75010 Paris, a souscrit à huit mille trente neuf (8.039) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de cent dix mille neuf cent trente huit euros (EUR 110.938,-);

- Monsieur Sylvain OUAKIL, né le 4 janvier 1934 à Tunis, retraité, résidant 18, avenue des Pins du Cap-F-06160 Juan les Pins, a souscrit à trente trois mille trois cent soixante treize (33.373) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de quatre cent soixante mille cinq cent quarante sept euros (EUR 460.547,-);

- Monsieur Didier ROSENTHAL, né le 13 août 1932 à Neuilly sur Seine en France, retraité, résidant 78, rue du Cherche-Midi, F-75006 Paris, a souscrit à soixante huit mille cent quarante cinq (68.145) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de neuf cent quarante mille quatre cents euros (EUR 940.400,-);

- Madame Hermine SCABA, née le 23 avril 1932 à Alexandrie en Egypte, retraitée, résidant Rehov Moriah 51 34573 Haifa, Israël, a souscrit à dix neuf mille huit cent deux (19.802) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de deux cent soixante treize mille deux cent soixante dix euros (EUR 273.270,-); et

- Assya Asset Management Luxembourg, une société anonyme constituée et existant sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 22-24, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (AAML), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.499, professionnelle du secteur financier agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (annexe 1), agissant en sa qualité de mandataire pour le compte de clients mentionnés en annexe 2 (les Clients), a souscrit à cinq cent vingt mille huit cent quatre-vingt-neuf (520.889) actions nouvellement émises de la Société sans valeur nominale et les a intégralement libérées par l'apport en nature d'une créance d'un montant de sept millions cent quatre-vingt-huit mille deux cent soixante-huit euros et vingt centimes (EUR 7.188.268,20);

Les Créances apportées par les nouveaux souscripteurs ont été évaluées à quinze millions quarante-neuf mille cent vingt-six euros et soixante-dix centimes (EUR 15.049.126,70) dans un rapport établi par Fidewa-Clar S.A., réviseur d'entreprise agréé, avec siège social au 2-4 rue du Chateau, L-3364 Leudelange (le Rapport) en date du 1^{er} octobre 2012, qui conclut comme suit:

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport autre qu'en numéraire d'un montant de EUR 15.049.126,70, ne correspond pas au moins au nombre et au pair comptable des 1.090.515 nouvelles actions de ANATEVKA S.A. sans valeur nominale à émettre en contrepartie, assortie d'une prime d'émission d'un montant de EUR 13.958.611,70."

Ledit apport en nature des Créances d'un montant de quinze millions quarante-neuf mille cent vingt-six euros et soixante-dix centimes (EUR 15.049.126,70) sera affecté de la manière suivante:

(i) un million quatre-vingt-dix mille cinq cent quinze euros (EUR 1.090.515,-) sont affectés au capital de la Société; et

(ii) treize millions neuf cent cinquante-huit mille six cent onze euros et soixante-dix centimes (EUR 13.958.611,70) sont affectés à un compte de réserve de prime d'émission de la Société.

Le Rapport, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexé pour être soumis aux formalités de l'enregistrement.

VII.- En conséquence des décisions précédentes, l'article 5 alinéa 1 des Statuts sera modifié comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à deux millions cinq cent soixante-huit mille huit cent vingt euros (EUR 2.568.820,-) représenté par deux millions cinq cent soixante-huit mille huit cent vingt (2.568.820) actions sans valeur nominale.»

Le reste de l'article 5 des Statuts restera inchangé.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société ou qui seront mis à sa charge en raison de cet acte, s'élève à environ EUR 6.000.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, ce dernier a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 octobre 2012. Relation: LAC/2012/46114. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 octobre 2012.

Référence de publication: 2012131219/156.

(120173486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2012.

Pearsie International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 161.880.

Hochston S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 18.582.

PROJET COMMUN DE FUSION

Entre

La société PEARSIE INTERNATIONAL S.A., société anonyme, avec siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B, sous le numéro 161.880,

Et

La société HOCHSTON S.A. (en liquidation), société anonyme, avec siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B, sous le numéro 18.582,

Il a été convenu comme suit par le conseil d'administration, respectivement le collège des liquidateurs des deux sociétés susmentionnées, des modalités et conditions de la fusion par absorption de la société HOCHSTON S.A. (en liquidation) par la société PEARSIE INTERNATIONAL S.A., conformément aux articles 261 à 276 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la "Loi").

1. Présentation des sociétés intervenant dans le cadre de la fusion.

- La société PEARSIE INTERNATIONAL S.A., constituée le 17 avril 1986 sous les lois de l'île de Man et dont le siège social a été transféré à Luxembourg en date du 29 juin 2011 est une société anonyme ayant adopté la nationalité luxembourgeoise et soumise aux lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Elle a pour objet principal la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier situé au Luxembourg ou à l'étranger.

Son capital social est composé de trois millions quatre cent vingt mille (3.420.000) actions ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, intégralement libérées et détenues à 100% par la société HOCHSTON S.A. (en liquidation).

Elle sera dénommée ci-après "la société Absorbante".

- La société HOCHSTON S.A. (en liquidation), constituée le 21 juillet 1981 est une société anonyme de droit luxembourgeois ayant pour objet principal la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

Son capital social est composé de mille cinq cents actions (1.500) actions ayant une valeur nominale de cent dollars américains (USD 100,-) chacune, intégralement libérées

Elle sera dénommée ci-après "la société Absorbée".

2. Rapport d'échange des actions. Sur base de l'actif net comptable établi au 31 août 2012 de chacune des sociétés intervenant à la présente fusion, le patrimoine actif et passif de la société Absorbée à transmettre à la société Absorbante est évalué à un montant de cinq millions quatre cent vingt-trois mille trois cent soixante-six virgule zéro un dollars américains (5.423.366,01 USD), converti en livres sterling (GBP) au taux du 31 août 2012 fixé à un dollar américain contre zéro virgule six trois un neuf six zéro livre sterling (1,-USD/0,631960 GBP), soit à un montant de trois millions quatre cent vingt-sept mille trois cent cinquante virgule trente-huit livres sterling (3.427.350,38 GBP).

En rémunération du transfert du patrimoine actif et passif de la société Absorbée, les 1.500 anciennes actions ayant une valeur nominale de cent dollars américains (100,- USD) chacune de HOCHSTON S.A. (en liquidation) seront échangées contre un million trois cent quatre-vingt-dix mille deux cent vingt et une (1.390.221) nouvelles actions d'une valeur nominale d'une livre sterling (1,-GBP) de PEARSIE INTERNATIONAL S.A., émises ensemble avec une prime de fusion d'un montant total de deux millions trente-sept mille cent vingt-neuf virgule trente-huit livres sterling (2.037.129,38 GBP), ce qui équivaut à un rapport d'échange d'une (1) ancienne action de HOCHSTON (en liquidation) contre neuf cent vingt-six virgule huit cent quatorze (926,814) actions nouvelles de PEARSIE INTERNATIONAL S.A. avec une prime de fusion correspondant à une virgule quatre six cinq trois livres sterling (1,4653 GBP) par action.

Cet échange sera formalisé par une augmentation de capital de la société Absorbante PEARSIE INTERNATIONAL S.A. à concurrence d'un montant total de un million trois cent quatre-vingt-dix mille deux cent vingt et une livres sterling (1.390.221,- GBP), par la création et l'émission de un million trois cent quatre-vingt-dix mille deux cent vingt et une (1.390.221) actions nouvelles d'une valeur nominale de une livre sterling (1,- GBP) chacune.

Les un million trois cent quatre-vingt-dix mille deux cent vingt et une (1.390.221) actions nouvellement émises de la société PEARSIE INTERNATIONAL S.A. jouiront des mêmes droits que les actions anciennes. Ces nouvelles actions émises conféreront à ses détenteurs le droit de participer aux bénéfices de la société absorbante PEARSIE INTERNATIONAL S.A. à partir de la date de la fusion effective, c'est-à-dire la date d'approbation de ladite fusion par les Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires de chacune des sociétés prenant part à la présente fusion.

3. Modalités de remise des actions. Toutes les actions représentatives du capital de la société Absorbée ont été matérialisées par des titres au porteur (ci-après les "Titres"). Par conséquent, à l'issue de la dernière des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires approuvant ladite fusion, il sera procédé à:

- i) l'annulation des Titres de la société Absorbée qui cessera d'exister et;
- ii) la remise des un million trois cent quatre-vingt-dix mille deux cent vingt et une (1.390.221) nouvelles actions de PEARSIE INTERNATIONAL S.A..

4. Prises d'effet de la fusion. Conformément à l'article 261 (2) de la Loi:

- tous les actifs et tous les passifs de la société Absorbée seront considérés, d'un point de vue comptable, comme transférés à la société Absorbante avec effet au 31 août 2012 et tous les bénéfices faits et toutes les pertes encourues par la société Absorbée après cette date seront réputés du point de vue comptable, comme faits et encourues au nom et pour compte de la société Absorbante.

- il n'y a pas de droits spéciaux accordés aux Actionnaires de la société Absorbée, ni de porteurs de titres autres que les actions, de sorte qu'aucune mesure n'a été proposée à leur égard.

- aucun avantage particulier ne sera attribué aux experts au sens de l'article 266, aux membres du conseil d'administration ou du collège des liquidateurs ainsi qu'au commissaire aux comptes des sociétés qui fusionnent.

5. Contrôle du projet de fusion. Conformément à l'article 266 (5) de la Loi, les Actionnaires de la société Absorbante et de la société Absorbée ont décidé de ne pas soumettre le projet commun de fusion à un examen par un ou plusieurs experts indépendants. Le rapport relatif au projet de fusion tel que spécifié à l'article 266 de la Loi n'est donc pas requis.

6. Conséquences de la fusion. Les assemblées générales extraordinaires de la société Absorbée et de la société Absorbante, qui auront à approuver le projet de fusion, auront lieu immédiatement après l'expiration du délai d'un mois à partir de la publication du présent projet.

La ratification du projet de fusion par les Assemblées Générales Extraordinaires desdites sociétés entraînera de plein droit les conséquences suivantes:

- l'intégralité du patrimoine actif et passif de la société Absorbée sera transférée dans le patrimoine de la société Absorbante.

- la société Absorbante se substituera à tous les droits et obligations existant au jour de la fusion dans le chef de la société Absorbée vis-à-vis des tiers.

- tous les droits et obligations existants au jour de la fusion entre la société Absorbée et la société Absorbante s'annuleront par compensation.

- la société Absorbante acquittera tous les impôts et taxes ainsi que toutes charges quelconques afférents aux biens et droits apportés par la société Absorbée dans le cadre de la présente fusion.

- la société Absorbée cessera d'exister et sera dissoute sans aucune procédure de liquidation.

- le transfert du patrimoine actif de la société Absorbée à la société Absorbante incluant notamment des actions propres de HOCHSTON S.A. (en liquidation), représentant 30,6% de son capital social et valorisées à la valeur nette comptable au 31 août 2012 à un million quatre cent dix-neuf mille cent vingt virgule quatre-vingt-huit livres sterling (1.419.120,88 GBP), la société Absorbante procédera dès lors à l'annulation des actions propres de la société Absorbée par une réduction de la prime de fusion à due concurrence.

- le patrimoine actif de la société Absorbée transféré à la société Absorbante intégrant également la totalité des actions de la société Absorbante elle-même dont la valorisation comptable est fixée au 31 août 2012 à trois millions quatre cent quarante-neuf mille sept cent quatre-vingt-un virgule soixante-seize livres sterling (3.449.781,76 GBP), la société Absorbante procédera dès lors à l'annulation des trois millions quatre cent vingt mille (3.420.000) actions PEARSIE INTERNATIONAL S.A. d'une valeur nominale de une livre sterling (1,- GBP) chacune auto-détenues.

Cette opération sera formalisée par une réduction de capital de la société Absorbante à concurrence d'un montant de trois millions quatre cent vingt mille livres sterling (3.420.000,- GBP) et par la réduction à hauteur de vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-un virgule soixante-dix-neuf livres sterling (29.781,79 GBP) du compte de mali de fusion (résultant d'un impact de change).

- A l'issue de cette procédure de fusion, le capital social de la société Absorbante PEARSIE INTERNATIONAL S.A. s'élèvera dès lors à un million trois cent quatre-vingt-dix mille deux cent vingt et une livres sterling (1.390.221,- GBP), représenté par un million trois cent quatre-vingt-dix mille deux cent vingt et une (1.390.221) actions d'une valeur nominale de GBP 1,- chacune.

7. Protection des créanciers. Sur base de l'article 268 de la Loi, les créanciers des deux sociétés intervenant dans cette procédure de fusion et pouvant justifier d'une créance née antérieurement à la publication du présent projet de fusion, disposent d'un délai de deux mois à compter de la publication de ce projet pour s'opposer à ladite opération.

En effet, dans le cas où la réalisation de la fusion dont question aurait pour conséquence de réduire le gage garantissant le remboursement de leur créance, ces créanciers peuvent introduire dans le délai qui leur est imparti une requête auprès du magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social en vue d'obtenir la constitution d'une sûreté complémentaire relativement à leur créance.

8. Documents sociaux mis à disposition des actionnaires. Conformément à l'article 267 de la Loi, les Actionnaires des deux sociétés participant à la fusion pourront prendre connaissance des documents sociaux suivants au siège social de chacune desdites sociétés et ce, au moins un mois avant la tenue des Assemblées Générales Extraordinaires devant statuer sur la fusion envisagée:

- le projet de fusion établi par le conseil d'administration, respectivement du collège des liquidateurs des sociétés qui fusionnent;
- les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés qui fusionnent;
- la situation comptable arrêtée au 31 août 2012 de chacune des sociétés qui fusionnent;

9. Mandat. Le conseil d'administration, respectivement le collège des liquidateurs des deux sociétés donnent tous pouvoirs à HRT FIDALUX S.A. ayant son siège social au 163, rue du Kiem à L-8030 Strassen en vue d'effectuer toutes les formalités légales requises en ce qui concerne la publication du présent projet de fusion selon les modalités prescrites par la Loi.

Strassen, le 9 octobre 2012.

Pour HOCHSTON S.A. (en liquidation)/ Pour PEARSIE INTERNATIONAL S.A.

Christophe BLONDEAU / Christophe BLONDEAU

Liquidateur/Administrateur

Référence de publication: 2012134912/132.

(120177760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Elteren a Frënn vum Atert-Lycée Réiden asbl, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8508 Redange/Attert, 1, rue du Lycée.

R.C.S. Luxembourg F 9.307.

— STATUTS

Les soussignés:

- 1.- Monsieur Alphonse SCHROEDER, employé privé, demeurant à L-8614 Reimberg, 4, rue Kalkstecker, de nationalité luxembourgeoise, Président,
- 2.- Madame Monique SCHREURS-KRIER, employée privée, demeurant à L-9169 Mertzig, 7, Collette's Päsch, de nationalité luxembourgeoise, Vice-Présidente,
- 3.- Monsieur Camille SCHEUREN, employé privé, demeurant à L-9188 Vichten, 11, rue des Vergers, de nationalité luxembourgeoise, Trésorier,

4.- Madame Arlette SWIERCZ-SCHARTZ, fonctionnaire de l'Etat, demeurant à L-7418 Buschdorf, 5, rue Belle-Vue, de nationalité luxembourgeoise, Secrétaire,

5.- Monsieur François BECK, fonctionnaire, demeurant à L-8833 Wolwelange, 31, rue de l' Ermitage, de nationalité luxembourgeoise, Membre,

6.- Madame Nicole BERENDS-GILLEN, femme au foyer, demeurant à L-8507 Redange-sur-Attert, 19, rue Bockebierg, de nationalité luxembourgeoise, Membre,

7. Madame Marlène GROSDIDIER-KLER, clerc de notaire, demeurant à L-8611 Platen, 4, op der Fabrik, de nationalité luxembourgeoise, Membre,

8.- Madame Nelly MICHEL-SCHELTGEN, secrétaire, demeurant à L-7790 Bissen, 7, rue J.B.Kremer, de nationalité luxembourgeoise, Membre,

9.- Madame Marinella RUPPERT-BOSSI, indépendante, demeurant à L-8551 Noerdange, 18, rue Batzent, de nationalité luxembourgeoise, Membre.

Se sont réunis en qualité de fondateurs d'une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, en date du 6 juillet 2012 à L-8508 Redange/Attert, 1, rue du Lycée, et ont établis les présents statuts comme suit:

Chapitre I^{er} . - Dénomination, Siège, Objet, Affiliation, Durée

Art. 1^{er}. L'association prendra la dénomination de «Elteren a Frënn vum Atert-Lycée Réiden asbl».

Art. 2. Le siège social de l'Association est établi à L-8508 Redange-sur-Attert, 1, rue du Lycée.

Art. 3. L'association a pour objet:

- 3.1. de stimuler la participation active des parents à la vie du Lycée
- 3.2. de regrouper les parents et autres personnes ayant la charge d'élèves inscrits au Atert-Lycée Redange
- 3.3. de favoriser les échanges d'idées et des rapports entre parents d'une part, les autorités scolaires, le personnel enseignant et les élèves d'autre part.

Art. 4. L'association pourra s'affilier à tous les groupements analogues nationaux ou internationaux susceptibles de lui prêter un concours utile pour atteindre les buts qu'elle poursuit.

Art. 5. L'association est indépendante du point de vue politique et confessionnel.

Art. 6. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Composition, Admission, Démission, Exclusion, Cotisation

Art. 7. L'association se compose de membres actifs et de membres honoraires. Le nombre des membres actifs est de 5 au minimum.

Art. 8. Peuvent devenir membres actifs les parents d'élèves ou toute personne ayant la garde juridique d'un élève inscrit à l'Atert-Lycée Redange.

Art. 9. Les membres du personnel enseignant du Lycée et les anciens membres actifs de l'Association peuvent, sur leur demande, devenir membres honoraires.

L'assemblée générale pourra, sur proposition du Conseil d'administration, nommer membres honoraires des personnes physiques ou morales ayant rendu des services ou fait des dons à l'Association.

Art. 10. La qualité de membre actif se perd:

- pour les personnes désignées à l'article 8 des présents statuts dont l'enfant n'est plus inscrit à l'Atert-Lycée Redange;
- pour tout membre n'ayant pas réglé la cotisation de l'exercice écoulé - dans un délai de trois mois après l'échéance de celle-ci;
- par démission;
- par exclusion pour des actes portant un préjudice grave à l'Association.

L'exclusion sera proposée par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale qui en statuera à la majorité des 2/3 des voix.

Art. 11. Tout membre de l'Association peut à tout moment démissionner, moyennant notification écrite au secrétaire, qui la transmettra au Conseil d'administration.

Art. 12. Les membres actifs paient une cotisation annuelle, dont le montant et les conditions de versement sont déterminés par l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration.

Le montant de la cotisation ne peut dépasser € 100.

Il n'est versé qu'une seule cotisation pour un ou plusieurs enfants d'une famille. Les membres honoraires ne sont pas sujets à cotisation.

Art. 13. Un membre qui cesse de faire partie de l'Association perd tous les droits sur les cotisations versées.

Aucun membre n'a droit sur le fonds social.

Chapitre III. - Administration, élections

Art. 14. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 5 membres au moins et de 21 membres au plus. Ne peuvent faire partie du Conseil d'administration que les membres actifs de l'Association.

Les membres actifs, réunis en Assemblée générale ordinaire, élisent les membres du conseil d'administration en ayant soin d'assurer, dans la mesure du possible, une bonne représentation des différentes années d'études.

Le mandat des membres du conseil d'administration a une durée de deux ans. Les membres sortants sont rééligibles.

Le conseil d'administration est renouvelé annuellement par moitié.

Les membres du conseil d'administration sortant à la fin de la première année sont désignés par le sort.

Le premier Conseil d'administration sera désigné provisoirement par l'Assemblée générale des membres fondateurs; ce conseil provisoire restera en fonction jusqu'à la première Assemblée générale visée à l'article 21 des présents statuts, qui nommera le premier conseil d'administration définitif.

Art. 15. Les candidatures au conseil d'administration sont à adresser au président avant l'ouverture des opérations de vote.

L'élection des membres du conseil d'administration se fait au scrutin secret; sont élus les candidats ayant réuni le plus de voix; en cas d'égalité entre candidats, et dans la mesure où, en raison de cette égalité leur nombre excéderait 21, il sera procédé par ballottage entre ces candidats; ceux ayant réuni le plus de voix étant définitivement élus.

Art. 16. Le Conseil d'administration peut coopter jusqu'à 1/3 des membres élus, et ceci jusqu'à concurrence de 21 membres.

Le mandat des membres cooptés a une durée d'une année scolaire et est renouvelable. La cooption se fait au scrutin secret à la majorité des voix.

Art. 17. Le conseil d'administration élit chaque année parmi ses membres un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un ou plusieurs secrétaires et d'un trésorier.

L'élection se fait au scrutin secret à la majorité des voix.

Les fonctions des membres du conseil d'administration sont honorifiques.

Art. 18. Le conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il le juge utile, sur convocation de son président ou de son remplaçant ou à la demande d'au moins un tiers (1/3) de ses membres.

Il devra se réunir au moins une fois par trimestre scolaire. Il ne peut délibérer valablement qu'en présence de la majorité de ses membres.

Si une réunion du conseil d'administration n'a pas été en nombre suffisant pour délibérer sur un ordre du jour, une nouvelle réunion, convoquée avec le même ordre du jour peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents.

En cas d'égalité des voix, celle du président est décisive.

Les délibérations du conseil sont consignées dans un procès-verbal (approuvé dans la réunion suivante du C.A.)

Art. 19. Le président représente l'Association à l'égard des tiers et de toutes administrations. Le président et en son absence le vice-président signera conjointement avec le secrétaire ou le trésorier toutes les pièces qui engagent l'Association.

Chapitre IV. - Exercice social, Assemblée générale

Art. 20. L'année sociale correspond à l'année scolaire. Par dérogation à cette règle la première année commence le jour de la signature des présents statuts.

Art. 21. L'assemblée générale ordinaire a lieu une fois par an, au courant du premier trimestre. Le conseil d'administration en fixe la date et l'ordre du jour.

Il est rendu compte à l'assemblée générale ordinaire des activités de l'Association au cours de l'exercice écoulé.

L'assemblée approuvera les comptes de l'exercice écoulé et donnera des suggestions sur les activités du prochain exercice.

Elle procédera à l'élection des membres du conseil d'administration.

Par dérogation de cette règle, la première Assemblée générale aura lieu dans les soixante (60) jours qui suivent la signature des présents statuts.

Le conseil d'administration peut convoquer une Assemblée générale extraordinaire chaque fois qu'il le juge nécessaire.

A la suite d'une demande écrite de la part d'un cinquième (1/5) des membres actifs, le conseil d'administration doit convoquer dans un délai de trente (30) jours une Assemblée générale ordinaire, en mettant à l'ordre du jour le motif de la demande.

Art. 22. Tous les membres de l'Association doivent être convoqués à l'Assemblée générale. L'ordre du jour doit être joint à cette convocation.

Les propositions concernant l'ordre du jour émanant d'un membre de l'Association doivent être soumises au conseil d'administration.

Art. 23. L'Assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des membres présents.

Tous les membres actifs ont un droit de vote égal dans les Assemblées générales, le vote par procuration ou par correspondance n'étant pas admis.

Les deux époux ont le droit de vote, mais ne peuvent être simultanément membres du conseil d'administration.

Il est constitué un bureau de vote de trois membres actifs, non candidats aux élections, qui procède au dépouillement des bulletins de vote et proclame le résultat des élections. Ses décisions sont sans appel.

Art. 24. Les résolutions et décisions de l'Assemblée générale sont prises à main levée et à la majorité simple des voix des membres présents.

Elles sont consignées dans un registre spécial conservé au siège de l'Association, où les membres pourront le consulter.

Chapitre V. - Ressources, voies et moyens

Art. 25. Les ressources de l'Association se composent notamment:

- a. des cotisations de ses membres
- b. de subsides
- c. de dons ou legs en sa faveur
- d. des intérêts de fonds placés

Cette liste n'est pas limitative.

Art. 26. Le trésorier est chargé de la tenue des livres de comptabilité. Il veille à la rentrée des recettes et au paiement des dépenses.

Il établit pour chaque exercice le compte des recettes et des dépenses, lequel est soumis aux fins de vérifications à deux (2) réviseurs de caisse, désignés par l'Assemblée générale.

Cette commission de révision en fait le rapport à l'Assemblée générale, qui en cas d'approbation donne décharge au trésorier et au conseil d'administration.

Chapitre VI. - Modification des statuts

Art. 27. Toute modification des statuts doit être effectuée conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Chapitre VII.- Dissolution, liquidation

Art. 28. La dissolution de l'Association ne peut être prononcée que conformément aux dispositions stipulées à l'article 20 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

L'Assemblée générale peut désigner à la même occasion une ou plusieurs personnes chargées de la liquidation.

Art. 29. En cas de dissolution volontaire ou judiciaire de l'Association, le ou les liquidateurs donneront aux biens de l'Association, après acquittement du passif, une affectation qui se rapprochera autant que possible de l'objet en vue duquel l'Association a été créée.

Chapitre VIII.- Publications

Art. 30. Le conseil d'Administration fera les diligences nécessaires pour que les prescriptions des articles 3, 9, 10, 11, 23 et 25 de la loi du 21 avril 1928 soient observées.

Chapitre IX. - Dispositions générales

Art. 31. Les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 22 février 1984 et du 4 mars 1994 sur les associations sans but lucratif sont applicables à tous les cas non prévus par les présents statuts.

Signatures

Référence de publication: 2012134370/162.

(120177221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Activ'Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 66.828.

Velimax Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 92.129.

PROJET DE FUSION

Le conseil d'administration de Activ'Invest S.A., une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 66.828 et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que société absorbante, par une décision effective au 12 octobre 2012, et,

Le conseil d'administration de Velimax Invest S.A., une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 141.198 et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que société absorbée, par une décision effective au 12 octobre 2012

ont décidé de soumettre à l'approbation par les actionnaires de Activ'Invest S.A. et Velimax Invest S.A., ce

"PROJET DE FUSION"

Les Conseils d'administration de Activ'Invest S.A. et Velimax Invest S.A. ont préparé le projet de fusion ci-après pour la participation des sociétés dans une fusion conformément à la section XIV (Fusions) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

1. Les sociétés concernées. La fusion concerne Activ'Invest S.A. et sa société-soeur Velimax Invest S.A. Activ'Invest S.A. a l'intention de fusionner avec Velimax Invest S.A. par le biais d'une fusion par acquisition, conformément aux articles 257 et suivants de la Loi.

La fusion sera effectuée par le transfert par Velimax Invest S.A. de tous ses actifs et passifs à Activ'Invest S.A., de sorte que Activ'Invest S.A. soit la société absorbante (la "Société Absorbante") et Velimax Invest S.A. soit la société absorbée (la "Société Absorbée"). La Société Absorbante et la Société Absorbée seront ci-dessous ensemble désignées comme les "Sociétés Fusionnantes".

2. Forme et Sièges des sociétés.**2.1. Les Sociétés Fusionnantes**

Activ'Invest S.A. est une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 66.828 et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Activ'Invest S.A. a un capital social de trente-et-un mille deux cent cinquante euros (EUR 31.250) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

Velimax Invest S.A. est une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 92.129 et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Velimax Invest S.A. a un capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par trois mille cent (3.100) actions ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune.

2.2. La Société Absorbante suite à la fusion

Suite à la fusion, la Société Absorbante gardera la dénomination "Activ'Invest S.A.", société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 66.828 et il est envisagé de transférer le siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

3. Eléments de référence sur la Fusion.**3.1. Juridique**

La Société Absorbante acquerra l'actif et le passif de la Société Absorbée par transmission universelle. Les informations financières de la Société Absorbée seront comptabilisées dans les comptes de la Société Absorbante à partir du 1^{er} septembre 2012.

En conséquence de la fusion, la Société Absorbée cessera d'exister. La Société Absorbante émettra de nouvelles actions en relation avec la Fusion, aux actionnaires de la Société Absorbée.

Les créances et dettes qui peuvent exister entre les Sociétés Fusionnantes sont annulées suite à la Fusion. La Fusion ne modifie pas les relations juridiques entre les Sociétés Fusionnantes et les tiers, étant donné que celles-ci seront considérées après la Fusion comme les relations juridiques entre la Société Absorbante et ces tiers.

3.2. Économique et social

Les objectifs recherchés au travers de la fusion sont les suivants:

- réduire la complexité et rationaliser la structure en place;
- réduire les frais incompressibles liés à l'existence de deux sociétés au Grand-Duché de Luxembourg;

4. La date à laquelle les droits et Obligations de la Société Absorbée seront inclus dans les comptes de la Société Absorbante. Le projet de fusion est basé sur les bilans des Société Absorbante et Absorbée en date du 31 août 2012.

La fusion sera effective d'un point de vue comptable en date du 1^{er} septembre 2012, date à partir de laquelle les droits et obligations de la Société Absorbée seront considérés comme ayant été transférés à la Société Absorbante.

5. Date Effective de la Fusion. La fusion sera effective entre les parties sur décision concordante des Sociétés Fusionnantes de procéder à la fusion, c'est-à-dire sur résolutions des actionnaires des deux Sociétés Absorbante et Absorbée.

La fusion sera effective à l'égard des tiers suivant la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations des résolutions des actionnaires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée approuvant la fusion. En application des dispositions de l'article 274 de la Loi, dès la date effective de la fusion, l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée sera transféré automatiquement à la Société Absorbante, et la Société Absorbée cessera d'exister.

6. Rémunération. La rémunération est calculée sur base de la valeur comptable des actifs et passifs des Société Fusionnantes au 31 août 2012. En échange du transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante, cette dernière procédera à l'émission de six mille cent quatre-vingt-dix-huit (6.198) nouvelles actions de la Société Absorbante d'une valeur nominale de vingt-cinq euro (EUR 25) chacune (les "Actions Nouvelles") assorties d'une prime d'émission d'une valeur de sept euros cinquante-et-un cents (EUR 7,51) en faveur des actionnaires de la Société Absorbée. La Société Absorbante augmentera donc son capital social d'un montant de cent cinquante-quatre mille neuf cent cinquante euros (EUR 154.950) jusqu'à un montant de cent quatre-vingt-six mille deux cent euros (EUR 186.200) et sept euros cinquante-et-un cents (EUR 7,51) seront alloués à un compte de prime d'émission.

Aucun paiement en numéraire ne sera fait aux actionnaires de la Société Absorbée.

Les Nouvelles Actions seront émises immédiatement après l'approbation de la fusion par l'assemblée générale de la Société Absorbante et réparties entre les actionnaires de la Société Absorbée proportionnellement à leur participation dans cette dernière. Les certificats d'actions nominatives ou au porteur seront remis aux actionnaires de la Société Absorbée au siège de la Société Absorbante.

La date à partir de laquelle ces Nouvelles Actions conféreront le droit de participer aux profits de la Société Absorbante sera la date de leur émission.

7. Droits spéciaux et Avantages. Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont émis de titres autres que des actions. Aucun droit spécial n'est actuellement conféré dans les Sociétés Fusionnantes ni ne sera conféré par la Société Absorbante.

9. Avantages spéciaux conférés aux membres du conseil d'administration qui examinent le projet de fusion. Aucun avantage spécial ne sera conféré aux membres du conseil d'administration des Sociétés Fusionnantes en rapport avec la fusion.

10. Rapport du Conseil d'administration sur la fusion. Conformément à l'article 265 de la Loi, le conseil d'administration de chacune des Société Fusionnantes ont dressé un rapport détaillé sur la fusion, exposant les notamment les raisons de la fusion et la rémunération du transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée. Une copie dudit rapport est à la disposition des actionnaires aux sièges sociaux de chacune des Sociétés Fusionnantes.

11. Informations concernant la fusion. Conformément à la Loi luxembourgeoise ce projet de fusion doit être publié dans au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations au moins un mois avant les assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes décidant de la fusion.

Aux sièges sociaux de chacune des Sociétés Fusionnantes, les documents suivants seront à la disposition des actionnaires des sociétés au moins un mois avant les assemblées générales des actionnaires décidant de la fusion:

- Projet commun de fusion.
- Comptes annuels d'Activ'Invest S.A. des trois dernières années comptables.
- Comptes annuels de Velimax Invest S.A. des trois dernières années comptables.
- Comptes intermédiaires au 31 août 2012 de chacune des Sociétés Fusionnantes.
- Rapports de gestion sur la fusion de Activ'Invest S.A. et de Velimax Invest S.A.

Les assemblées générales extraordinaires des actionnaires des Sociétés Fusionnantes approuvant la fusion se tiendront peu après l'expiration de la période d'attente d'un mois commençant dès la publication de ce projet de fusion.

Le 12 octobre 2012.

François UHL / Simone FESTOR / Marine KIEFFER

Le conseil d'administration d'Activ'Invest S.A.

François UHL / Simone FESTOR-UHL / Christophe BLONDEAU

Le conseil d'administration de Velimax Invest S.A.

Référence de publication: 2012134877/113.

(120177773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

ING (L) Renta Cash, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 29.765.

Par la présente, nous informons les Actionnaires de la Société que le compartiment suivant de la Société sera liquidé le 19 novembre 2012:

- ING (L) Renta Cash USD

(ci-après désigné le «Compartiment»).

Le conseil d'administration de la Société a décidé de procéder au rachat de toutes les actions du Compartiment en raison de sa prochaine liquidation le 19 novembre 2012 (la «Date de liquidation») dans le cadre de la restructuration de certains produits ING.

Les coûts relatifs à la liquidation seront à la charge de la société de gestion.

Les actionnaires sont par ailleurs informés que le conseil d'administration a décidé de suspendre les nouvelles souscriptions et les conversions vers ce Compartiment à compter de la date de publication du présent avis dans un journal luxembourgeois, à savoir le 19 octobre 2012. Les actionnaires du Compartiment sont autorisés à demander le rachat de leurs actions sans frais pendant une période de 30 jours civils débutant à la date de publication du présent avis.

Les produits de la liquidation qui ne peuvent être payés aux actionnaires (notamment dans le cas où l'actionnaire n'est pas présent à l'adresse inscrite dans le registre ou si ses coordonnées bancaires sont inexactes) seront transférés à la Caisse de Consignation à la clôture de la liquidation.

La liquidation est susceptible d'avoir des répercussions fiscales et il est conseillé aux actionnaires de consulter leur conseiller fiscal en cas de doute concernant l'impact potentiel de la liquidation en termes de fiscalité.

Le prospectus de la société est disponible, sur demande, sans aucun frais au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration de la Société.

Référence de publication: 2012136765/755/25.

SEB Multi-Manager Currency Defensive, Fonds Commun de Placement.

Closure of Liquidation

The liquidation of the Fund has been closed with effect from 19 October 2012 by decision of the Management Company, SEB Asset Management S.A., represented by Mr Rudolf Kömen, acting as liquidator of the Fund.

All liquidation proceeds have been paid to the unitholders entitled thereto.

The books and records of the Fund will be retained for a period of five years at the registered office of the Management Company, SEB Asset Management S.A., 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald.

SEB Asset Management S.A.

Référence de publication: 2012136829/755/11.

**Valartis Russian Market Fund, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. The MC Russian Market Fund).**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 54.765.

In the year two thousand twelve, on the twenty-fifth of September.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of The MC Russian Market Fund, with registered office at 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, duly registered with the Luxembourg Trade Register under section B number 54.765, incorporated by a deed of Maître Reginald Neuman, the notary residing in Luxembourg, on May 13, 1996, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 297 of June 18, 1996. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on September 30, 2011, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2581 of October 25, 2011.

The meeting is opened at 3.00 p.m., and Mrs Annick Braquet, private employee, residing professionally in Luxembourg, is elected chairman of the meeting.

Mrs. Arlette Siebenaler, private employee, residing professionally in Luxembourg is appointed scrutineer and secretary.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I. The shareholders represented and the number of shares held by each of them is shown on an attendance list, which is signed by the proxyholders, the chairman, the secretary and the scrutineer and the undersigned notary. Said attendance list will be attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

II. The extraordinary general meeting of the shareholders of the Company convened for September 5, 2012 could not validly deliberate on the agenda for lack of quorum, and the present Meeting has been reconvened by notices containing the agenda, sent to all the shareholders by registered mail on September 10, 2012. As a result of the foregoing, the Meeting is validly constituted and can validly deliberate and decide on all the items of the agenda.

III. That the agenda is as follows:

Agenda

1. Decision to choose English as official language of the Company;

2. Decision on whether to approve the change of name of the Company from "The MC Russian Market Fund" into "Valartis Russian Market Fund".

3. Subsequent amendment of article 1 of the articles of association of the Company (the Articles) to reflect such change of name.

4. Decision on whether to approve the insertion of the following paragraphs:

- in article 2 (Registered office) of the Articles:

"The registered office of the Company may be transferred (i) within the municipality of Luxembourg-city by a decision of the board of directors of the Company (the Board of Directors) and (ii) to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the shareholders within the conditions set forth by law."

- in article 23 (General meetings) of the Articles:

"The notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at a general meeting shall be determined according to the Shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the Record Date) and the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and exercise the voting rights attached to his Shares shall be determined by reference to the Shares held by this Shareholder at the Record Date."

5. Decision on whether to approve the suppression of the possibility for the Company to issue bearer shares and certificates of shares in respect of registered shares;

6. Decision on whether to approve the re-designation of article 29 of the Articles "Liquidation" and amend as follows:

"In the event that for any reason the value of the total net assets in any class or sub-class has not reached or has decreased to an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such class or sub-class to be operated in an economic rationalisation or in case of any substantial change in the economic or/and political environment, the Board of Directors may decide to liquidate the assets of any class or sub-class. The Company shall serve a written notice to the holders of Shares of the relevant class or sub-class, which will indicate the reasons of the liquidation."

7. Decision on whether to approve the insertion of an article 30 "Merger" thereafter including the following paragraphs and the subsequent renumbering of the articles of the Articles:

"Any merger of a class of Shares of the SICAV with another Class of Shares of the SICAV or of another UCITS shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for such merger to a meeting of Shareholders of the class(es) of Shares concerned. In such case, no quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. However, in case of a merger of one or more class(es) of Shares or the Company where, as a result, the Company ceases to exist, the effective date of the merger shall be decided by the general meeting of Shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements set forth in the Articles. Such notification shall be provided at least thirty (30) days before the last date for requesting repurchase or redemption or, as the case may be conversion without additional charge.

Any merger of a class of Shares shall be subject to the provisions on mergers set forth in Luxembourg law and any implementing regulation."

8. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to choose English as official language of the Company.

Second resolution

The general meeting decides to change the name of the Company from "The MC Russian Market Fund" into "Valartis Russian Market Fund".

Third resolution

The general meeting decides subsequently to amend article 1 of the articles of association of the Company (the Articles) to reflect such change of name.

Fourth resolution

The general meeting decides the insertion of the following paragraphs:

- in article 2 (Registered office) of the Articles:

"The registered office of the Company may be transferred (i) within the municipality of Luxembourg-city by a decision of the board of directors of the Company (the Board of Directors) and (ii) to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the shareholders within the conditions set forth by law."

- in article 23 (General meetings) of the Articles:

"The notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at a general meeting shall be determined according to the Shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the Record Date) and the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and exercise the voting rights attached to his Shares shall be determined by reference to the Shares held by this Shareholder at the Record Date."

Fifth resolution

The general meeting decides the suppression of the possibility for the Company to issue bearer shares and certificates of shares in respect of registered shares.

Sixth resolution

The general meeting decides the re-designation of article 29 of the Articles "Liquidation" and to amend as follows:

"In the event that for any reason the value of the total net assets in any class or sub-class has not reached or has decreased to an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such class or sub-class to be operated in an economic rationalisation or in case of any substantial change in the economic or/and political environment, the Board of Directors may decide to liquidate the assets of any class or sub-class. The Company shall serve a written notice to the holders of Shares of the relevant class or sub-class, which will indicate the reasons of the liquidation."

Seventh resolution

The general meeting decides the insertion of an article 30 "Merger" thereafter including the following paragraphs and the subsequent renumbering of the articles of the Articles:

"Any merger of a class of Shares of the SICAV with another Class of Shares of the SICAV or of another UCITS shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for such merger to a meeting of Shareholders of the class(es) of Shares concerned. In such case, no quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. However, in case of a merger of one or more class(es) of Shares or the Company where, as a result, the Company ceases to exist, the effective date of the merger shall be decided by the general meeting of Shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements set forth in the Articles. Such notification shall be provided at least thirty (30) days before the last date for requesting repurchase or redemption or, as the case may be conversion without additional charge.

Any merger of a class of Shares shall be subject to the provisions on mergers set forth in Luxembourg law and any implementing regulation."

Eighth resolution

The general meeting decides consequently the adoption of the co-ordinated version of the Articles of Incorporation as follows:

"Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of Shares hereafter issued, a public limited company («société anonyme») qualifying as an investment company with variable share capital («société d'investissement à capital variable») under the name of "VALARTIS RUSSIAN MARKET FUND" (the Company).

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred (i) within the municipality of Luxembourg-city by a decision of the board of directors of the Company (the Board of Directors) and (ii) to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the shareholders within the conditions set forth by law.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available in securities of any kind and other assets permitted by law, within the limits of the investment objectives and policies determined by the Board of Directors pursuant to Article 18 hereof, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the 2010 Law).

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value (the Shares) and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 10 hereof. The minimum capital shall be as provided by the 2010 Law, i.e. the equivalent in United States Dollars (USD) of one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000). The initial capital was fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-), divided into five thousand (5,000) fully paid-up Shares of no par value. The minimum capital of the Company has been achieved within six (6) months after the date on which the Company was authorized as a collective investment undertaking under Luxembourg law.

The Board of Directors is entitled to proceed to a 'split' or a 'reverse split' of the Shares of one class or sub-class of Shares of the Company.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares, if not expressed in USD, be converted in USD, and the capital shall be equal to the total of the net assets of all class of shares.

Art. 6. Form of shares.

(1) The Board of Directors shall issue Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shares which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares of the relevant class or sub-class held by him and the amount paid up on each such Share.

The inscription of the shareholder's name in the register of Shares evidences his right of ownership on such registered Shares. The shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

(2) Transfer of registered Shares shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shares; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shares.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shares and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shares by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) A maximum of four names may be entered in the register of Shares as joint holders of any Shares. Joint shareholders must designate a common representative for the exercise of all rights attached to the Shares. The failure to appoint such representative implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(5) The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of shares. The Board of Directors is authorized without limitation to issue fully paid-up Shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued; the Board of Directors may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other period as provided for in the prospectus and any other sales documents. No Shares will be issued during any period when the calculation of issue and redemption prices for Shares is suspended pursuant to the provisions of Article 11. Any

application for subscription shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Except in relation to any initial offering period during which Shares may be offered at a fixed price as provided for in the sales documents, whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the net asset value per Share as determined in compliance with Article 10 hereof, as of such Valuation Date (as defined in Article 11 hereof) as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine.

The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions and to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the Board of Directors so agree, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Board of Directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the Board of Directors by the independent auditor of the Company. The costs in relation to a contribution in kind should be borne by the contributing shareholder(s).

The Board of Directors is entitled to create different classes or sub-classes of Shares that may be characterized by their distribution policy (distribution shares, capitalisation shares), their reference currency, their fee level and/or by any other feature to be determined by the Board of Directors.

Art. 8. Redemption and Conversion of shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the prospectus and any other sales documents for the Shares and within the limits provided by law and these articles of association (the Articles).

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

The redemption price shall be equal to the net asset value per Share of the relevant class or sub-class as determined in accordance with the provisions of Article 10 hereof, less such commissions (if any) and expenses at the rate provided by the sales documents for the Shares. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors and reflected in the offering documents, but not later than 5 business days as from the Valuation Day.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any shareholder would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of Shares.

The Board of Directors may impose such restrictions as it deems appropriate on the redemption of Shares; the Board of Directors may, in particular, decide that Shares are not redeemable during such period or in such circumstances as may be determined from time to time and provided for in the sales documents for the Shares. All redeemed Shares shall be cancelled.

As far as stipulated in the prospectus, any shareholder may request the conversion of whole or part of his Shares into Shares of another class or sub-class based on a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the prospectus of the Company provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, the frequency of conversion, and may make any conversion subject to payment of such reasonable charge, as it shall determine and disclose in the prospectus.

Art. 9. Restrictions on ownership of shares. The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of Shares in the Company by any U.S. person, as defined in the sales documents, and for such purposes the Company may:

A. decline to issue any Shares and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a U.S. person; and

B. at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shares, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a U.S. person; and

C. decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D. where it appears to the Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily repurchase or cause to be repurchased from any such shareholder all Shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the «purchase notice») upon the shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shares as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and, in the case of registered Shares, his name shall be removed from the register of Shares.

(2) The price at which each such Share is to be purchased (the «purchase price») shall be the net asset value of the class or sub-class attributable to those Shares.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such Shares normally in United States dollars or such other currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of Shares and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five (5) years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Company. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 10. Calculation of issue and redemption prices and the net asset value of the Shares. The net asset value per Share of any class or sub-class is determined on any Valuation Day by dividing the net assets of the class or sub-class, being the value of the assets less the liabilities, on any such Valuation Day, by the number of Shares then outstanding in the relevant class or sub-class, in accordance with the rules set forth below and other valuation guidelines adopted by the Board of Directors from time to time. The net asset value per Share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Company are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. The net asset value per share of any class or sub-class shall be expressed in the currency of the relevant class or subclass.

For the purpose of valuing the net asset value per Share the following rules shall apply:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph 1) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory fees, including incentive fees, if any, custodian fees, and corporate agents, fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Day falls on the Record Date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law and International Accounting Standards. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which may comprise, as more fully described in the sales documents, formation expenses, fees payable to its investment manager(s), advisors, including performance related fees, if any, fees and expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, administrative, registrar and transfer agents, any paying agent, any distributors and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services (including due diligence expenses relating to potential investments), any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any Governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, key investor information documents, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, expenses incurred in determining the Company's net asset value, the cost of convening and holding shareholders' and Board of Directors' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, the cost of publishing the issue and repurchase prices, if any, interest, bank charges, currency conversion costs, and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

The value of the Company's assets shall be determined as follows

(1) the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the Board of Directors. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at the latest available bid price. If such price is not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the Board of Directors;

(3) the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the Board of Directors; investments in private equity securities other than the securities mentioned herein will be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the Board of Directors on the basis of the reasonably foreseeable sales price of the assets concerned, as determined by the relevant independent valuer in accordance with the standards of the valuers' profession, such as the most recent Valuation Guidelines published by the European Venture Capital Association (EVCA);

(4) transferable debt securities with a remaining maturity of 90 (ninety) days or less in the Company will be valued by the amortized cost method which approximates market value;

(5) the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the instruments governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of the Company, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of the Company, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith by and under the direction of the Board of Directors;

(6) the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swap). Any adjustments required as a result

of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

(7) the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors on the basis of recognized financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealized profit/loss with respect to the relevant position;

(8) the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and under the direction of the Board of Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The Board of Directors, at its discretion, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the Board of Directors, or by a committee appointed by the Board of Directors, or by a designee of the Board of Directors.

The valuation of the Company's assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the latest known exchange rates.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

For each class of shares, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each class of Shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such class of Shares (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such class) by the number of Shares issued and in circulation in such class of Shares.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its classes of Shares.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

III. The Board of Directors shall establish a pool of assets for each class or sub-class of Shares in the following manner:

a) the proceeds from the allotment and issue of Shares in each class or sub-class shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class or sub-class, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net asset values of the relevant classes or sub-classes of Shares; provided that all liabilities, whatever pool they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole;

e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared for distribution Shares of any class or sub-class, the Net Asset Value of such distribution Shares shall be reduced by the amount of such dividends.

IV. For the purpose of this article:

1) Shares of the Company to be repurchased under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency of the relevant class or sub-class shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the issue and redemption prices of Shares; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company; provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 11. Frequency and temporary suspension of calculation of net asset value per share. The net asset value per Share and price for the issue and the redemption of Shares of any class or sub-class shall be calculated from time to time by the Company (or any agent appointed by thereto by the Company) under the responsibility of the Board of Directors at least twice a month at a frequency determined by the Board of Directors, such date or time of calculation being referred to herein as the «Valuation Day».

The Company may suspend the determination of the net asset value per Share of any class or sub-class and the issue and redemption of Shares:

(a) a stock exchange or another regulated and recognized market (that is a market which is operating regularly and is open to the public), which is a source of pricing information for a significant part of the assets of the Company, is closed, otherwise than for ordinary holidays, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

(b) exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of the Company or if purchase or sale transactions of the Company cannot be executed at normal rates;

(c) the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

(d) when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by the Company cannot be promptly or accurately ascertained;

(e) the Company is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger or a contribution of assets;

(f) when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several companies investment funds in which the Company or the relevant class of Shares is significantly invested.

(g) in case of a decision to liquidate the Company or a class of Shares, on or after the day of publication of the first notice convening the general meeting of shareholders for this purpose.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the Board of Directors reserves its right to determine the net asset value of the shares of a class of Shares only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on behalf of the Company.

If any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the First Valuation Day) which either singly or when aggregated with other applications so received, is 10% or more of the net asset value of any one class of Shares, the Board of Directors reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that not more than 10% of the net asset value of the relevant class of Shares be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the Board of Directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this Article may be limited to one or more classes of Shares.

Title III. Administration and supervision

Art. 12. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three (3) members, who need not to be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six (6) years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented at a general meeting.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by a resolution passed by a majority of the votes of the Shares present or represented at a general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

In the event of a legal entity being appointed as member of the Board of Directors, such legal entity shall appoint a permanent representative who will exercise the mandate in the name and on behalf of such legal entity. The legal entity may withdraw its representative only by appointing a successor at the same time.

Art. 13. Board meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not to be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two (2) directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside over the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not to be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by electronic mail, facsimile or any other electronic means evidencing such waiver. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors. Any director may act at any meeting by appointing in writing, by facsimile or any other similar means of communication, another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the Board of Directors may determine, are present or represented. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two (2) directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by electronic mail, facsimile or any other electronic means. Such approval shall be confirmed in writing and signatures may be collected in several counterparts which all together shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 14. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 15. Corporate signature. Vis-à-vis of third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the single signature of any person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 16. Delegation of power. The Board of Directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, subdelegate their powers.

The Board of Directors may also confer other special powers of attorney by notarial or private deed.

Art. 17. Investment manager. The Board of Directors of the Company shall appoint an investment Manager (the Investment Manager), who may, subject to the approval of the Board of Directors, sub-delegate its powers, in which case the prospectus will be updated or supplemented accordingly. The Investment Manager shall manage the Company's investments in accordance with its investment policy pursuant to Article 18 hereof. The Board of Directors shall have the right to replace the Investment Manager or appoint additional investment managers.

Art. 18. Investment policies and restrictions. In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the assets of the Company to be invested subject to the following guidelines:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State. (For this purpose an «Eligible State» shall mean any member State of the Organisation for the Economic Cooperation and Development («OECD»)) and any other country of Europe, North, Central & South America, Asia, Africa and the Pacific Basin); and/or

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in an Eligible State which operates regularly and is recognised and open to the public (a «Regulated Market»); and/or

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments:

- provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or Regulated Market in an Eligible State,

- provided that the choice of the stock exchange or the market has been provided for in the constitutional documents of the undertaking for collective investment in transferable securities (UCITS) and such admission is secured within a year of issue; and/or

(iv) units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC as amended and/or other undertakings for collective investment (UCIs) within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 2009/65/EC as amended, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unit-holders in the other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC as amended;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than ten (10) per cent of the UCITS' or the other UCIs' assets, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs; and/or

(v) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve (12) months, provided that the credit institution has its registered seat in a Member State of the European Union (a Member State) or, if the registered seat of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law; and/or

(vi) money market instruments other than those dealt in on a Regulated Market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

- issued by a company any securities of which are dealt in on Regulated Markets referred to in items (i), (ii) or (iii) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and or the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10,000,000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line; and/or

(vii) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments in accordance with articles 41 (1) g and 42 (2) of the 2010 Law.

Provided that the Company may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to above; provided further that the total of such investment shall not exceed ten (10) per cent of its net assets.

The Company may invest up to a maximum of thirty-five (35) per cent of its net assets in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

The Company may further invest up to hundred (100) per cent of its net assets, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or by a member State of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided the Company holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than thirty (30) per cent of its total net assets.

(viii) Without the prejudice to the limits laid down in article 48 of the 2010 Law, the limits laid down in article 43 of the 2010 Law, are raised to a maximum of 20% for investments in shares and/or bonds issued by the same body when the aim of the Company's investment policy is to replicate the composition of a certain stock or bond index which is recognized by the CSSF, on the following basis:

- the composition of the index is sufficiently diversified,
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers,
- it is published in an appropriate manner.

The limit laid down in the first paragraph is raised to 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated market where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

In case of investment in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the Investment Manager or by any other Company which is linked to the Investment Manager by common management or control or by a substantial direct or indirect holding (a Linked Company), neither the Investment Manager nor the Linked Company may charge subscription or redemption fees on account of the Company's investment in the units of such UCITS and/or UCI.

Art. 19. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be recorded in the minutes of the Board of Directors and reported to the next succeeding general meeting of shareholders, unless the decision of the Board of Directors related to ordinary operations entered into under normal conditions.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the Investment Manager or its affiliates, the Custodian, as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion.

Art. 20. Indemnification of directors. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled. The Company shall advance litigation-related expenses to a director if the Company's legal counsel determines that indemnification by the Company is likely and if the director agrees to repay any advance if he is determined not to be entitled to indemnification.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by one or more independent authorised auditor («réviseurs d'entreprises agréés») (the Auditors) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The Auditors shall fulfil all duties prescribed by the 2010 Law.

The financial statements of the Company shall be expressed in United States Dollars.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. Representation. The general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 23. General meetings. The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the Share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg-City at a place specified in the notice of meeting, on the fourth Monday in April at 10:00 a.m.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day at the same time.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of Shares. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except when one or more shareholders representing together at least 1/10 of the subscribed share capital may require to add new items on the agenda of the general meeting. This request shall be sent at the registered office of the Company at least five (5) bank business days in Luxembourg before the date of the meeting by registered letter.

Convening notices to general meetings of shareholders may provide that the quorum of presence at such general meeting be determined according to the Shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the Record Date). The rights of shareholders to attend to such general meeting and to exercise the voting rights attached to their Shares shall then be determined in accordance with the Shares held by the Shareholders at the Record Date.

Notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Art. 24. Quorum and majority conditions. Each Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes cast at the meeting.

Shareholders can vote using mail poll by fulfilling a form which shall indicate their identity and their choice concerning the vote or their abstention. Forms which do not indicate the vote or the abstention are void.

In order to be taken into account for the calculation of quorum, such forms shall have been received by the Company before the date of the meeting of shareholders.

As long as the share capital is divided into different classes and sub-classes of Shares, the rights attached to the Shares of whatever class and sub-class of Shares (unless otherwise provided by the terms of issue of the Shares of that class or subclass) may, whether or not the Company is being wound up, be varied with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of the Shares of that class or sub-class by a majority of two-thirds of the votes cast at such separate general meeting. To every such separate meeting the provisions of these Articles relating to general meetings shall apply mutatis mutandis, but so that the minimum necessary quorum at every such separate general meeting shall be holders of the Shares of the class or sub-class in question present in person or by proxy holding not less than one-half of the issued Shares of that class or sub-class (or, if at any adjourned class or sub-class meeting of such holders a quorum as defined above is not present, any one person present holding Shares of the class or sub-class in question or his proxy shall be a quorum).

Art. 25. Accounting year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December.

The Company shall publish a semi-annual and an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders shall, within the limits provided by law, determine how the balance of net profits of the different classes or sub-classes shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare distributions.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

In no event will any distribution be made if, as a result, the net asset value of the Company would fall below the equivalent in United States Dollars of EUR 1,250,000.

The payment of any distributions shall be made to the address indicated on the register of Shares in case of registered Shares.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Company.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall appoint a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (herein referred to as the Custodian).

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 law.

If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two (2) months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian has been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the Share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by the simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof, in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one fourth of the votes of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation of the Company shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class or sub-class of Shares shall be distributed by the liquidators to the shareholders of each class or sub-class of Shares in proportion to their holding of shares in such class or sub-class of Shares.

In the event that for any reason the value of the total net assets in any class or sub-class has not reached or has decreased to an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such class or sub-class to be operated in an economic rationalisation or in case of any substantial change in the economic or/and political environment, the Board of Directors may decide to liquidate the assets of any class or sub-class. The Company shall serve a written notice to the holders of Shares of the relevant class or sub-class, which will indicate the reasons of the liquidation.

Art. 30. Merger. Any merger of a class of Shares of the Company with another Class of Shares of the Company or of another UCITS shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for such merger to a meeting of Shareholders of the class(es) of Shares concerned. In such case, no quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. However, in case of a merger of one or more class(es) of Shares or the Company where, as a result, the Company ceases to exist, the effective date of the merger shall be decided by the general meeting of Shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements set forth in the Articles. Such notification shall be provided at least thirty (30) days before the last date for requesting repurchase or redemption or, as the case may be conversion without additional charge.

Any merger of a class of Shares shall be subject to the provisions on mergers set forth in Luxembourg law and any implementing regulation.

Art. 31. Amendments to the articles of incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 32. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 33. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2010 Law as such laws have been or may be amended from time to time."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 septembre 2012. Relation: LAC/2012/44802. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Référence de publication: 2012128426/765.

(120168887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Patrimoine Lys Martagon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 91.894.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 10 août 2012

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de:

- Monsieur Gilles JACQUET, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Lux Konzern S.à.r.l., ayant son siège 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Peter VAN OPSTAL, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Lux Business Management S.à.r.l., ayant son siège 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Gerard VAN HUNEN, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Ces mandats prendront fin lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

L'Assemblée renouvelle également le mandat de commissaire aux comptes de COVENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ce mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Luxembourg, le 10 août 2012.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012127115/22.

(120168288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

Zhu Hong Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6480 Echternach, 2-4, Val des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 95.999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012127268/10.

(120168590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

3. Boccador VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 13, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 123.629.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012127270/10.

(120168327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

JCM Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 146.685.

—
Extrait de la décision du gérant unique tenue le 18 septembre 2012 à Luxembourg

Il résulte de la décision du gérant unique tenue en date du 18 septembre 2012 que:

Le gérant unique a décidé de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la société du 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg au 412F, route d'Esch, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

ELIE ZAIDAN

Un Mandataire

Référence de publication: 2012128136/16.

(120168716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

KSP Real Estate Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 169.439.

—
Extrait du procès-verbal de la résolution du Conseil de Gérance du 1^{er} octobre 2012

Il résulte de la décision du Conseil de Gérance que le siège social de la Société a été transféré avec effet au 1^{er} octobre 2012 au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

Agnieszka DZIUDA

Mandataire

Référence de publication: 2012127798/15.

(120168539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

**beTax Advisory & Compliance Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. beTACS).**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 160.749.

—
L'an deux mille douze, le dix-neuf septembre.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Steve BECKER, fiscaliste, né à Ettelbruck, le 29 mars 1977, demeurant à L-7731 Colmar-Berg, 22, rue Langefeld.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "beTACS", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-2342 Luxembourg, 7, rue Raymond Poincaré, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 160749, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1522 du 9 juillet 2011;

- Que le comparant est le seul et unique associé actuel de la Société ("Associé Unique") et qu'il a pris les résolutions suivantes:

125119

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la Société en "beTax Advisory & Compliance Services S.à r.l." avec effet au 1^{er} octobre 2012 et de modifier subséquemment l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 3.** La société prend la dénomination de "beTax Advisory & Compliance Services S.à r.l."

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de L-2342 Luxembourg, 7, rue Raymond Poincaré à L-1840 Luxembourg, 11, boulevard Joseph II, et ce avec effet au 1^{er} octobre 2012.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros et l'Associé Unique, s'y engage personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. BECKER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 septembre 2012. LAC/2012/4374. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

Référence de publication: 2012127812/39.

(120168908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

beTax Advisory & Compliance Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 160.749.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2012127813/14.

(120168971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

ekos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7759 Bissen-Roost, 10, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.733.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012127814/9.

(120168733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

e2co S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 73.843.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2012127816/11.

(120168795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Nile Capital II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 153.567.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 23 mai 2012

1. M. Hugo FROMENT a démissionné de son mandat de gérant B.

2. Mlle Adela IANCU a démissionné de son mandat de gérante B.

3. M. Mark VRIJHOEF, administrateur de sociétés, né à Zaanstad (Pays-Bas), le 12 septembre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.

4. M. Pierre CLAUDEL, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Nile Capital II S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012128238/20.

(120168890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

**A&K S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Abercrombie & Kent Group of Companies S.A.).**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 39.766.

—
Le bilan arrêté au 30 juin 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012127818/10.

(120168750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Aabar Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 157.199.

—
En date du 30 septembre 2012, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

- M. Malcolm McKinnon, avec adresse professionnelle au Sheikh Zayed the 1st Street, Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis, est élu nouveau gérant B de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

Référence de publication: 2012127819/13.

(120168604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Abercrombie & Kent Group of Companies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 156.641.

—
Les comptes consolidés au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012127822/10.

(120168751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Abercrombie & Kent Group of Companies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 156.641.

Les comptes annuels clos au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012127823/10.

(120168752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Black Diamond Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.201.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 septembre 2012.

Référence de publication: 2012127881/11.

(120168613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

AmTrust Insurance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 166.633.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 28 septembre 2012

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'élire Administrateurs:

Monsieur McLOGHLIN Brian, demeurant Island House, Castleconnell, Ireland.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2012.

Pour la société AmTrust Insurance Luxembourg S.A.

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012127837/15.

(120168857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Auto-Moto Ecole Bormann P. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9767 Pintsch, 12, Enneschte Wé.

R.C.S. Luxembourg B 155.154.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012127841/9.

(120168895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

DWS Invest II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 169.544.

—
Auszug aus dem Protokoll der Verwaltungsratssitzung vom 20. September 2012

Herr Klaus-Michael Vogel legt sein Mandat als Mitglied und Vorsitzender des Verwaltungsrates mit Wirkung zum 19. September 2012 nieder. Herr Michael Koschatzki legt ebenfalls sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates mit Wirkung zum 19. September 2012 nieder.

Der Verwaltungsrat beschließt, dass mit Wirkung vom 19. September 2012

Frau Doris Marx, berufsansässig in L-1115 Luxembourg, 2, Boulevard Konrad Adenauer, für Herrn Klaus-Michael Vogel, berufsansässig in L-1115 Luxembourg, 2, Boulevard Konrad Adenauer, in den Verwaltungsrat aufgenommen wird.

Der Verwaltungsrat beschließt, dass mit Wirkung vom 19. September 2012 Herr Markus Kohlenbach, berufsansässig in D-60327 Frankfurt, Mainzer Landstraße 178-190, für Herrn Michael Koschatzki, berufsansässig in D-60327 Frankfurt, Mainzer Landstraße 178-190, in den Verwaltungsrat aufgenommen wird.

Die Bestellung von Frau Doris Marx und Herrn Markus Kohlenbach muss von der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung bestätigt werden.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft setzt sich demnach ab dem 19. September 2012 wie folgt zusammen:

Doris Marx (Vorsitzende)

Manfred Bauer

Markus Kohlenbach

Silvia Wagner

Die Verwaltungsratsmitglieder nehmen zur Kenntnis, dass die Mandate sämtlicher Mitglieder des Verwaltungsrates anlässlich der ordentlichen Generalversammlung, die im Jahr 2017 stattfindet, enden.

Die Verwaltungsratsmitglieder beschließen ferner, dass Frau Doris Marx für die Dauer ihres Mandates zur Vorsitzenden des Verwaltungsrates gewählt ist.

DWS Investment S.A. (Verwaltungsgesellschaft)

Klaus Frank / Hans Bauschert

Référence de publication: 2012127982/30.

(120168802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Aclee S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.667.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jan Willem Overheul.

Référence de publication: 2012127844/10.

(120168898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Alexandros S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 76.098.

—
Suite au contrat de cession signé en date du 28 septembre 2012, les parts de la société sont maintenant réparties comme suit:

- Confy Sàrl, société de droit suisse, inscrite sous le numéro CH-217-3550656-1, et ayant son siège au 29, rue de Lausanne, case postale 280, CH-1701 Fribourg, SUISSE: 43.999 parts sociales

- Madame Vasiliki KESTEKIDOU, résidant au 50, Panagouli Str 166 75 Glyfada, Athènes, Grèce: 1 part sociale

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
ALEXANDROS Sàrl
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2012127854/17.

(120168776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Alta, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 139.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

Référence de publication: 2012127856/10.

(120168657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

M&G Real Estate Finance 2 Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 171.314.

Il résulte d'une décision prise par l'associé unique de la Société que:

- La démission de Monsieur Philip John Godley de ses fonctions de gérant de la Société a été acceptée avec effet au 28 septembre 2012.

- Monsieur John Li How Cheong, né le 27 septembre 1960 à Port Louis, demeurant au 78 Cité Millewee, L-8064 Bertrange, a été nommé aux fonctions de gérant de la Société en remplacement de Monsieur Philip John Godley, démissionnaire à compter du 28 septembre 2012, jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Pour extrait sincère et conforme
Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012128204/17.

(120168882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Alva Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 83, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 164.555.

Les bilan et annexes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012127857/9.

(120168836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

AMS Systems PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5231 Sandweiler, 69, rue d'Itzig.

R.C.S. Luxembourg B 151.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012127860/10.

(120168717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Armando et Isabel s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5231 Sandweiler, 46, rue d'Iltzig.
R.C.S. Luxembourg B 55.843.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012127864/9.

(120168697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Arom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 49.837.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012127865/9.

(120168871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Welding Tech Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 169.693.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire, tenue au siège de la société le 12 septembre 2012, les décisions suivantes ont été prises:

- transfert du siège de la société au 26 rue Glesener, L-1630 Luxembourg, avec effet au 27 août 2012;
- nomination de M. Patrick Want, né le 12 juillet 1969 à Namur (Belgique), domicilié professionnellement au 26 rue Glesener, L-1630 Luxembourg, en tant que gérant administratif pour une durée illimitée;
- M. Jallon Philippe, gérant unique, est nommé gérant technique, pour une durée illimitée;
- la société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012128469/17.

(120168745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Koch Nitrogen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 100.002,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 151.686.

DISSOLUTION

In the year two thousand and twelve, on the fourteenth September.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

Koch Nitrogen GmbH, a private limited liability company established and existing under the laws of Switzerland, having its registered office at Baarerstrasse 8, 6300 Zug, Switzerland and registered with the Commercial Register of the Canton of Zug under number CH-170.4.008.806-0,

here represented by Mr. Jonas Mullo, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on September 13, 2012.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the party appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is currently the sole shareholder of the private limited liability company established and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg under the name of "Koch Nitrogen S.à r.l." (the Company), having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with

the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 151686, established by a deed of the undersigned notary, dated March 2, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 773, of April 14, 2010, and whose bylaws have last been amended pursuant to a deed of the undersigned notary, dated March 15, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 972, dated May 8, 2010.

- The Company's share capital is fixed at one hundred thousand two United States Dollars (USD 100.002,00) divided into one hundred thousand two (100.002) shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,00) each.
- The appearing party is currently the sole owner of all the shares of the Company.
- The appearing party, as the sole shareholder of the Company, expressly declares to proceed with the anticipated dissolution of the Company.
- The appearing party, as the liquidator of the Company, declares that all known liabilities of the Company have been settled or provisioned.
- The appearing party, as the sole shareholder of the Company, expressly declares that it assumes all the responsibilities and debts of the Company.
- The activity of the Company has ceased and all assets of the Company are transferred to its sole shareholder at their net book value, who is personally liable for all liabilities and engagements of the Company, even those actually unknown, in the same way as the latter was liable; accordingly, the liquidation of the Company is considered to be closed.
- The sole shareholder wholly and fully discharges the managers of the dissolved Company of their mandate as of today.
- The accounting books and documents of the dissolved Company will be kept during a period of five (5) years at the Company's former registered office.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present dissolution are estimated at approximately two thousand two hundred euro (€ 2,200.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the undersigned notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le quatorze septembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Koch Nitrogen GmbH, une société à responsabilité limitée soumise aux lois de la Suisse, ayant son siège social à Baarerstrasse 8, 6300 Zug, Suisse et enregistré auprès du Registre du Commerce du Canton de Zug sous le numéro CH170.4.008.806-0,

ici représentée par M. Jonas Mullo, employé, avec adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 13 septembre 2012.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- Le comparant est actuellement l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie en vertu du droit luxembourgeois sous la dénomination de «Koch Nitrogen S.à r.l.» (la Société), ayant son siège social à 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151686, constituée suivant acte du notaire instrumentaire, en date du 2 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 773, du 14 avril 2010, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de notaire soussigné, en date du 15 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 972 du 8 mai 2010.
- Le capital social de la Société est fixé à cent mille deux Dollars Américains (USD 100.002,00) divisé en cent mille deux (100.002) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,00) chacune.
- Le comparant est actuellement propriétaire de l'intégralité des parts sociales de la Société.

- Par la présente le comparant prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.
- Le comparant en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que tout le passif connu de la Société est réglé ou provisionné.
- Le comparant, en sa qualité de seul associé de la Société, déclare assumer les responsabilités et les dettes de la Société.
- L'activité de la Société a cessé; l'associé unique est investi de tout l'actif à sa valeur nette comptable et il répondra personnellement de tous les engagements de la Société, même inconnus à l'heure actuelle, de la même manière que celle-ci y était tenue; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.
- L'associé unique donne décharge pleine et entière aux gérants pour leur mandat jusqu'à ce jour.
- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille deux cents euros (€ 2.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Senningerberg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom et prénom, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Mullo, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 septembre 2012. Relation: EAC/2012/12177. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012128149/105.

(120169107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Kyrios Securities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 142.956.

— DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-cinq septembre;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Mademoiselle Christine STUMPERT, employée privé, demeurant professionnellement à L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse,

agissant en sa qualité de mandataire spéciale de "DEFAP ENTERPRISES ApS", une société anonyme de droit danois, établie et ayant son siège social à DK-1265 Copenhague, Frederiksgade 21, Ground Floor (Danemark), inscrite au Central Business Register (CVR) de Danemark sous le numéro 28147023,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Copenhague (Danemark), le 20 septembre 2012; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant d'acter:

1) que la société anonyme "KYRIOS SECURITIES S.A.", établie et ayant son siège social à L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 142956, (la "Société"), a été constituée suivant acte de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2869 du 1^{er} décembre 2008,

et que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 21 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 578 du 28 mars 2011;

2) que "DEFAP ENTERPRISES ApS", prédésignée, est seule propriétaire des actions;

3) que "DEFAP ENTERPRISES ApS", prédésignée, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société (l'"Actionnaire Unique"), a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

4) que l'Actionnaire Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 31 mai 2012, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

L'Actionnaire Unique déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'Actionnaire Unique est investi de l'entière responsabilité de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 31 mai 2012 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions;

5) que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats;

6) que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins au cabinet d'avocats GOD-FREY-HIGUET à L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ mille deux cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, ès-qualité qu'elle agit, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. STUMPERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 septembre 2012. LAC/2012/44878. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Référence de publication: 2012128157/55.

(120169520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

OFFROAD Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9573 Wiltz, 32, rue Michel Thilges.

R.C.S. Luxembourg B 157.822.

L'an deux mille douze, le dix-neuf septembre;

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Monsieur Guy DONVIL, designer industriel, né à Ixelles (Belgique), le 10 mars 1967, demeurant à B-6840 Neufchâteau, Longlier, Stropet 1;

2) Madame Alexandra BOHN, comptable, née à Thionville (France), le 23 juin 1973, demeurant à F-57920 Buding, 5, rue de l'Orée du Bois; et

3) La société anonyme "INFODATAINVEST S.A.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-8287 Kehlen, 22, Zone Industrielle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 81534, ici dûment représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Daniel DRIES, analyste, demeurant à L-8706 Useldange, 41, route d'Arlon.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "OFFROAD Luxembourg", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-9573 Wiltz, 32, rue Michel Thilges, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 157822, a été constituée originellement sous l'empire de la législation belge sous forme d'une société privée à responsabilité limitée dénommée "DG DESIGN" suivant acte reçu par Maître Hubert MAUS de ROLLEY, notaire de résidence à Neufchâteau, le 12 octobre 1995,

et que la nationalité luxembourgeoise ainsi que la dénomination actuelle ont été adoptées suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 28 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 409 du 2 mars 2011;

- Que le comparant sub 1) est le seul et unique associé actuel de la Société ("Associé Unique") et que les comparants se sont réunis et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter, moyennant apport en numéraire, le capital social à concurrence de trente-six mille cent euros (36.100,- EUR), pour le porter de son montant actuel de dix-huit mille cinq cents euros (18.500,- EUR) à cinquante-quatre mille six cents euros (54.600,- EUR), par la création et l'émission de mille quatre cent quarante-quatre (1.444) parts sociales nouvelles (les "Nouvelles Parts Sociales"), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales préexistantes et ayant chacune une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR).

Deuxième résolution

L'Associé Unique approuve l'entrée de Madame Alexandra BOHN, préqualifiée, et de la société "INFODATAINVEST S.A.", prédésignée, dans le capital social de la Société, en qualité de nouveaux associés (les "Nouveaux Associés", et ensemble avec l'actuel Associé Unique, les "Associés").

Troisième résolution

Il est constaté que les mille quatre cent quarante-quatre (1.444) parts sociales nouvellement émises ont été souscrites comme suit:

- par la société "INFODATAINVEST S.A.", à concurrence de mille trois cent trente-cinq (1.335) parts sociales; et
- par Madame Alexandra BOHN, à concurrence de cent neuf (109) parts sociales,

et libérées entièrement par les souscripteurs prédits moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente-six mille cent euros (36.100,- EUR) est à partir de ce jour à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Quatrième résolution

Afin de refléter l'augmentation de capital qui précède, les Associés décident de modifier l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à cinquante-quatre mille six cents euros (54.600,- EUR), représenté par deux mille cent quatre-vingt-quatre (2.184) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR), intégralement libérées."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de mille euros et les Associés s'y engagent personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. DONVIL, A. BOHN, D. DRIES, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 septembre 2012. LAC/2012/43715. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

Référence de publication: 2012128268/65.

(120169013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Aberdeen Indirect Property Partners Active Soparfi, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 124.153.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. dénonce sa fonction d'agent domiciliataire Aberdeen Indirect Property Partners Active Soparfi S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le No B 124153 et domiciliée au 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet à la date du 30 septembre 2012.

Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2012127824/12.

(120168968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Fegon International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 261, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 72.287.

L'an deux mille douze, le quatorze septembre.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réuni une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société «FEGON INTERNATIONAL S.A.», une société anonyme, ayant son siège social à L-1941 Luxembourg, 261, route de Longwy (la «Société»),

constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, alors notaire de résidence à Junglinster, en date du 15 octobre 1999, publié au Mémorial C numéro 1008 du 28 décembre 1999,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B numéro 72287.

L'Assemblée est déclarée ouverte à 10.30 heures sous la présidence de Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Géraldine NUCERA, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Claude Karp, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la présidente a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social et par conséquent modification de l'article 2 des statuts de la société.

3. Refonte complète des statuts de la Société pour les mettre en conformité avec les dispositions modificatives de la loi du 25 août 2006.

4. Confirmation de la nomination de la société anonyme «AA&C ASSOCIATES S.A.» en tant qu'administrateur unique de la Société avec effet immédiat représentée par Monsieur Claude KARP, dont le mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2018.

5. Confirmation de la nomination du Commissaire aux comptes de la Société «BRECKEWEE S.à r.l.», avec effet immédiat, dont le mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2018.

6. Acceptation de la démission des administrateurs de la Société: Monsieur Claude KARP et la société anonyme «EHORAN KAN S.A.».

7. Divers.

II. Qu'il résulte de la liste de présence que la totalité des actions est présentement représentée par un actionnaire unique; laquelle liste de présence, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. Que la procuration de l'actionnaire unique représenté, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants restera pareillement annexée aux présentes.

IV. Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et l'actionnaire unique représenté déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction d'une convocation d'usage.

V. Que la présente Assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée Générale, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale modifie l'objet social et modifie par conséquent l'article 2 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet la gestion de son propre patrimoine immobilier ainsi que toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social ou susceptible de la favoriser.

Elle pourra notamment emprunter avec ou sans constitution d'hypothèque.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale procède à une refonte complète des statuts de la société pour les adapter aux dispositions de la loi du 25 août 2006 concernant la société anonyme unipersonnelle.

Lesdits statuts auront désormais la teneur suivante:

«Titre I^{er} - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination.

Il est formé par les présentes entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une Société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

La Société Anonyme adopte la dénomination "FEGON INTERNATIONAL S.A.".

Art. 2. Objet.

La Société a pour objet la gestion de son propre patrimoine immobilier ainsi que toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social ou susceptible de la favoriser.

Elle pourra notamment emprunter avec ou sans constitution d'hypothèque.

Art. 3. Siège social.

Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré dans tout autre endroit de la commune par une résolution du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 4. Durée.

La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par une décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les mêmes conditions que pour la modification des présents statuts.

Titre II - Capital, Actions

Art. 5. Capital social.

Le capital social est fixé à quarante-cinq mille euros (45.000,- EUR), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent Euros (100,- EUR) chacune.

Art. 6. Actions.

Les actions sont soit nominatives soit au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative.

La Société pourra émettre des titres ou certificats nominatifs ou au porteur d'actions multiples.

Titre III - Administration - Surveillance

Art. 6. Administration.

La société est administrée en cas d'un actionnaire unique par un administrateur unique ou par un conseil d'administration ou en cas de pluralité d'actionnaires par un conseil d'administration, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires. L'administration unique ou les membres du Conseil peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.

Art. 7. Procédure - Vote.

En cas d'existence d'un conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs. Le conseil d'administration pourra seulement valablement délibérer et prendre des décisions si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et si au moins deux administrateurs seront physiquement présents. Toute

décision prise par le conseil d'administration sera adopté à la simple majorité. Les procès-verbaux des réunions seront signés par tous les administrateurs présents à la réunion.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer par le biais d'une conférence téléphonique ou par tout autre moyen de télécommunication permettant à différentes personnes de participer à la même réunion et de communiquer entre eux. Une telle participation est à considérer comme étant égale à une présence physique. Une telle décision peut être documentée sur un seul document ou sur plusieurs documents ayant le même contenu signé par tous les membres ayant participé à la réunion.

Le Conseil d'administration peut prendre différentes décisions par des résolutions circulaires, si l'approbation est faite par écrit, câble, télégramme, telex, Fax, Email ou tout autre moyen de communication agréé. Une telle décision peut être documentée sur un seul document ou sur plusieurs documents ayant le même contenu signé par tous les membres ayant participé à la réunion.

Art. 8. Pouvoirs.

L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social conformément à l'article 4 ci-dessus.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration préparera une situation intérimaires des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 9. Représentation.

La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique ou en cas d'existence d'un conseil d'administration par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Délégation de pouvoirs.

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

Art. 11. Surveillance de la société.

La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

Titre IV - Assemblée générale

Art. 12. Procédure - Vote.

L'assemblée générale annuelle se réunit, le premier lundi du mois de mai à quinze heures, dans la commune du siège social, ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Chaque action donne droit à une voix.

Titre V - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 13. Année sociale.

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement

cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième (10%) du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve constitue moins de dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VI - Dissolution et Liquidation

Art. 15. Dissolution, Liquidation.

La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VII - Disposition générale

Art. 16. Loi applicable.

Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale confirme la nomination de la société anonyme «AA&C ASSOCIATES S.A.» ayant son siège social à L-1941 Luxembourg, 261, route de Longwy (R.C.S. Luxembourg B 124.948) en tant qu'administrateur unique de la Société avec effet immédiat représentée par Monsieur Claude KARP, né le 11 octobre 1972 à Esch-sur-Alzette, demeurant à 1, Hauptstrooss L-8561 Schwebach.

Le mandat de l'administrateur unique viendra à expiration lors de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2018.

Cinquième résolution

L'assemblée générale confirme la nomination de la société anonyme de la Société «BRECKEWEE S.à r.l.», avec siège social à L-8561 Schwebach, 1, Hauptstrooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 157331, actuellement aux fonctions de commissaire aux comptes, avec effet immédiat.

Le mandat du commissaire aux comptes viendra à expiration lors de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2018.

Sixième résolution

L'assemblée générale prend acte et accepte la démission des administrateurs de la Société: Monsieur Claude KARP, prénommé, et la société anonyme «EHORAN KAN S.A.» ayant son siège social à L-1941 Luxembourg, 261, route de Longwy, avec effet immédiat et décharge pleine et entière leur est accordée pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée Générale a été clôturée à 11.00 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites du présent acte sont estimés à mille cent euros (1.100,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donné aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, G. NUCERA, C. KARP, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 septembre 2012. Relation: LAC/2012/43601. Reçu 75.- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 01 octobre 2012.

Référence de publication: 2012128020/198.

(120168774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

ATC Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 103.123.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 7 août 2012.

Référence de publication: 2012127870/10.

(120168713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Aabar Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 145.459.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 24 juillet 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 24 août 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012127905/13.

(120168811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Automotive Industries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 95.921.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Manager B

Signatures

Référence de publication: 2012127871/12.

(120168847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Fou S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4023 Esch-sur-Alzette, 26, rue Jean-Pierre Bausch.

R.C.S. Luxembourg B 171.663.

STATUTS

L'an deux mille douze.

Le vingt-huit août.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A COMPARU:

Monsieur José ARAUJO FERNANDES, maçon, né à Passó/Vila Verde (Braga), le 06 juin 1962, demeurant à L-4023 Esch/Alzette, 26, rue Jean-Pierre Bausch .

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle, qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er} . Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:

FOU S. à r.l.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non alcooliques avec la petite restauration.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Esch/Alzette.

Art. 4. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2012.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

Monsieur José ARAUJO FERNANDES, prénommé CENT PARTS SOCIALES	100
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts ont été libérées intégralement en espèces et en conséquence la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENTS EUROS (€ 900,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ainsi arrêtés, le comparant, unique associé de la société se considérant comme réunie en assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

I.- Est nommé gérante technique de la société:

Monsieur Nuno Filipe GAMEIRO DOS SANTOS, maçon, né à Urqueira le 20 février 1974 demeurant à F-54190 Villerupt, 2, rue des Merles

II.- Est nommé gérant administratif de la société: Monsieur José ARAUJO FERNANDES, prénommé

III.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

IV.- Le siège social de la société se trouve à: L-4023 Esch/Alzette, 26, rue Jean-Pierre Bausch

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: José Araujo Fernandes, Kesslerer.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 août 2012. Relation: EAC/2012/11451. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012128033/73.

(120168841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

Vum Faass, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9051 Ettelbruck, 70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 171.664.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendzwoölf, den zwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbruck.

Sind erschienen:

1) Herr Tommy GEORGES, Maschinen-Bauschlosser, geboren in Ettelbrück am 22. September 1973, wohnhaft in L-9841 Wahlhausen, 20, an der Deckt;

2) Frau Cathérine BACH, Gemeindearbeiterin, geboren in Esch-an-der-Alzette am 21. April 1967, wohnhaft in L-9644 Dahl, 2, Nacherwee.

Welche Komparenten erklären, zwischen ihnen und denjenigen, die später Teilhaber werden könnten, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts zu gründen, die den Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften und der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 1. Der Name der Gesellschaft mit beschränkter Haftung lautet "VUM FAASS".

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist das Betreiben eines Einzelhandelsgeschäftes (Handel, Import-Export, Gross- und Kleinhandel) wie der Verkauf von Lebensmitteln, Spirituosen, frisch abgefüllte und fertig abgefüllte Weine sowie Delikatessen;

Die Gesellschaft kann alle kaufmännische, finanzielle und industrielle Tätigkeiten ausüben, welche mittelbar oder unmittelbar in Bezug zum Gesellschaftsgegenstand stehen oder die zur Verwirklichung des Gegenstandes beitragen könnten. Sie kann ihren Gegenstand auf alle Arten und gemäß den Modalitäten verwirklichen die ihr als geeignet erscheinen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet, vom heutigen Tage an gerechnet. Sie kann durch Beschluss des/der Gesellschafter, welcher mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit getroffen wird, vorzeitig aufgelöst werden.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Ettelbrück.

Der Firmensitz kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung an jeden anderen Ort des Großherzogtums verlegt werden.

Art. 5. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt ZWÖLFTAUSENDVIERHUNDERT EURO (12.400,00 €), eingeteilt in hundert (100) Anteile zu je hundertvierundzwanzig Euro (124,00 €).

Art. 6. Die Anteile sind zwischen Gesellschaftern frei übertragbar.

Im Sterbefall können die Anteile ohne besondere Zustimmung an die Erbberechtigten übertragen werden.

Art. 7. Weder Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs noch Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft auf.

Art. 8. Gläubiger, Berechtigte oder Erben können in keinem Fall Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsunterlagen stellen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, die nicht Gesellschafter sein müssen und von der Generalversammlung ernannt werden.

Die jeweiligen Befugnisse des oder der Geschäftsführer, sowie die Dauer derer Mandate werden bei ihrer Ernennung durch die Generalversammlung festgelegt.

Der oder die Geschäftsführer können unter ihrer Verantwortung ihre Befugnisse ganz oder teilweise an einen oder mehrere Bevollmächtigte übertragen.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen die Geschäftsführer keine persönlichen Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt, egal wie viele Anteile er besitzt. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile innehat. Jeder Gesellschafter kann sich ordentlich bei der Generalversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen innerhalb der ersten sechs Monate den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 15. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Mindestens fünf Prozent dieses Gewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Art. 16. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Generalversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Generalversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen. Der amtierende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Übergangsbestimmung.

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2012.

Abschätzung, Kosten.

Die Kosten und Gebühren, welcher Form es auch sein möge, die zur Gründung der Gesellschaft zu ihrer Last sind, werden auf 800,00 € abgeschätzt.

Zeichnung und Einzahlung

Die hundert (100) Anteile zu je hundertvierundzwanzig Euro (124,00 €) wurden wie folgt gezeichnet:

- Herr Tommy GEORGES	76 Anteile
- Frau Cathérine BACH	<u>24 Anteile</u>
Total: hundert Anteile	100 Anteile

Die hundert (100) Anteile zu je hundertvierundzwanzig Euro (124,00 €) wurden vollständig und in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendvierhundert Euro (12.400,00 €) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wurde.

Erklärung der Unterzeichner

Die Gesellschafter erklären hiermit, dass sie die dinglich Begünstigten der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde sind, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigen, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden, nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Außerordentliche Generalversammlung

Und sofort nach Gründung der Gesellschaft haben die Teilhaber folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die Zahl der Geschäftsführer wird auf eins festgesetzt.

Geschäftsführerin für eine unbestimmte Dauer wird Frau Cathérine BACH, vorgenannt

Die Gesellschaft wird rechtsgültig verpflichtet durch die alleinige Unterschrift der Geschäftsführerin.

2) Der Sitz der Gesellschaft ist in L-9050 Ettelbrück, 70, Grand-Rue.

WORÜBER URKUNDE, geschehen und aufgenommen in Ettelbrück, in der Amtsstube des amtierenden Notars, Datum wie Eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Obigen an die Kompartmenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselbe alle mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Tommy GEORGES, Cathérine BACH, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 21 septembre 2012. Relation: DIE/2012/10853. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur ff. (signé): Ries.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehren und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 2. Oktober 2012.

Référence de publication: 2012128463/100.

(120168866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.